

Au lendemain du massacre

Une centaine d'employés d'Edipresse font les frais de mesures de restructuration. Stupeur et colère dominent dans les rédactions touchées par ce séisme sans précédent.
Par Christian Campiche

Ce lundi 12 octobre un homme de haute taille en imperméable beige et portant un chapeau noir à larges bords harangue ses „camarades” au pied de la tour Edipresse à Lausanne. Ils sont 300, les employés du groupe à écouter Ludovic Rocchi évoquer la voie d'une négociation unique pour éviter les licenciements. Rocchi intervient en tant que responsable de la Société des rédacteurs du „Matin”, où il travaille comme journaliste.

L'heure est encore à l'unité de façade. A la solidarité aussi car il n'est pas question de laisser de côté le personnel technique, ces travailleurs de l'ombre qui constituent le gros des troupes de Comedia, organisateur de la manifestation. Ce syndicat met en évidence le fait que, déjà, depuis deux ans, entre 90 et 100 licenciements ont été enregistrés dans le groupe. Il relève aussi que les „activités abandonnées” (à Tamedia) d'Edipresse ont généré 13 pourcent de marge durant le premier semestre 2009, (contre 17 pourcent en 2008), soit „la meilleure marge de tous les groupes de presse suisse”, malgré une perte estimée de 50 millions de francs de publicité en 2009.

A l'étage, les juristes d'impressum, l'autre organisation professionnelle, ne se tournent pas les pouces. Face aux représentants d'Edipresse, ils sont déterminés à sauver d'abord les emplois. Résumé par Pierre Thomas, président d'impressum Vaud, sur le site www.impressumvaud.ch:

„Cent suppressions de postes chez Edipresse: voilà ce que le lecteur, l'annonceur et a fortiori les journalistes et tout le personnel ont retenu, dès le coup de tonnerre du 9 octobre (ndlr: annonce par Edipresse de la suppression de 100 postes supplémentaires). Difficile aujourd'hui de prétendre qu'un journal n'est pas un tout. Et s'il devait y avoir chômage partiel, la décision serait sans doute prise pour l'ensemble de l'entreprise, et non par secteur. Dans la même logique, la stratégie élémentaire veut que, pour ne pas affaiblir un maillon, la pression se fasse sur toute la chaîne, pour éviter des licenciements massifs.”

„De l'autre côté, la direction a décidé d'ouvrir des négociations. Celles-ci sont forcément sectorielles, les uns et les autres n'ayant pas la même protection d'une convention collective (CCT), ni les mêmes représentants syndicaux: impressum, par exemple, est le seul interlocuteur reconnu par la CCT romande pour les journalistes et les photographes. Le pragmatisme exige que l'on travaille avec les moyens légaux de négociation à disposition et avec des interlocuteurs pleinement légitimés par la base.”

„La pression doit s'exercer à deux niveaux. Et la base doit pouvoir manifester indépendamment des négociations dont le résultat reste incertain. Même si cette pression-là conduit à une dichotomie schizophrène. La lutte, c'est sûr, va être longue et rude.”



Photo Keystone

Lundi 12 octobre, 300 employés manifestent devant la tour Edipresse à Lausanne.

„Je me bats pour tout le monde, c'est une posture morale”

Ludovic Rocchi fait partie des journalistes qui se battent pour une négociation unitaire de tous les métiers touchés par les économies voulues par le groupe Edipresse. Propos recueillis par Christian Campiche

EDITO: Parlez-nous des difficultés que vous avez rencontrées.

Ludovic Rocchi: Dès le début mes collègues du „Matin” m'ont donné le mandat de défendre la solidarité entre tout le personnel touché. Je me bats avec eux et ce n'est pas facile, car les représentants des rédactions n'ont pas tous la même approche de cette notion de solidarité. Impressum est d'ailleurs bien placé pour savoir que la cohabitation de plusieurs conventions collectives et de plusieurs syndicats dans la branche est difficile à manier. Face à la brutalité de la crise que nous affrontons à Edipresse, il est évident que les obstacles à l'unité rejaillissent en grandeur nature.

Pourtant, depuis l'annonce du rachat d'Edipresse par Tamedia, le personnel devait s'attendre à des mesures drastiques... On croyait être préparés, mais on ne l'était pas, en effet. Pourtant nous savions par des signaux que nous allions au-devant d'une crise. Les pages des journaux n'ont jamais eu aussi peu de publicité. D'autre part, nous entendions parler d'un audit au sein de la maison. Au vu des mesures d'économies déjà prises par la direction, notre point de vue aurait dû être de refuser tout licenciement supplémentaire. Mais aujourd'hui le nouveau plan d'économie arrive et nous n'avons pas de réponse. Nous sommes coincés. C'est d'autant plus regrettable que le climat d'incertitude dans lequel baignent les rédactions commence à désinhiber les gens. Avant, on avait un peu tendance à serrer les dents en attendant que l'orage passe, puis à reprendre sa place au soleil. Cette fois, on sent un vrai potentiel de mobilisation. Les gens ne se contentent plus de promesses. Ils estiment que l'effort de guerre a été fait. Un plan d'économie encore plus drastique ne se justifie plus, à leurs yeux. On sent chez eux un raz-le-bol, un désarroi réels. Ce phénomène est nouveau.



Photo DR

Ludovic Rocchi: « On voit réémerger de vieilles rancoeurs, c'est triste ».

Le 12 octobre, les Genevois ont débarqué en force à Lausanne. Leur culture de lutte est-elle plus agressive?

On dit volontiers du Genevois qu'il est grande gueule, plus „à gauche” et proche des syndicats. En revanche, dans l'image, le Vaudois a la main sur le pli du pantalon. Mais il ne faut pas être trop caricatural. Pour avoir présidé la société des rédacteurs du „Nouveau Quotidien” lors de la fusion avec le „Journal de Genève”, je suis bien placé pour le dire. Le problème est plutôt dans la différence de tactique syndicale dans le cas d'une entreprise de presse où s'exercent différents corps de métier. La solidarité prend tout son sens quand on sait que la moitié des employés n'est pas au bénéfice d'une convention collective, comme chez Edipresse. On se bat pour tout le monde. C'est une posture morale autant que sociale, surtout quand on est journaliste, rôle forcément privilégié au regard des métiers de l'ombre et moins bien payés.

Comment passe ce message ?

J'admets que cette position que je défends n'est pas toujours comprise au sein de nos propres troupes. On privilégie la recherche du compromis à tout prix ainsi qu'une logique de négociation qui lie les mains. On voit réémerger de vieilles rancoeurs à l'égard des „rouges” de Comedia ou, inversement, des „jaunes” d'impressum. C'est triste.

Rythme fatal

Terminée, la crise? Allez le raconter aux autres, pas aux journalistes! Ni aux imprimeurs. Encore moins aux régies d'annonces. Et dire que la publicité est censée devancer l'évolution conjoncturelle! D'autres secteurs n'auraient donc encore rien vu?

Les médias mangent leur pain noir. Comme la couleur du nuage qui s'est échappé des soutes du navire amiral Edipresse, dans les tous premiers jours d'octobre. Deux explosions dans un transformateur enchaîné aux chevilles du colosse ont suffi à déstabiliser l'alimentation en électricité du centre de Lausanne. Cette âcre fumée était aussi un mauvais présage.

Edipresse sacrifie 10% de ses effectifs et Tamedia prétend n'être pour rien dans ce carnage. On veut bien, mais il faut quand même faire preuve de naïveté pour croire que le groupe zurichois se tient en observateur absolument passif. Pourquoi ses comptables attendraient-ils jusqu'en 2011, date de la remise du trousseau de clés au complet, pour demander l'accès aux passages secrets de l'empire lémanique? Tout acquéreur sensé, surtout s'il débourse plusieurs centaines de millions, vérifie tout de suite l'état réel de santé de sa nouvelle conquête. Que découvriront les inspecteurs de M. Supino, le patron de Tamedia? Nul ne le sait encore, mais ce ne sera certainement pas l'ancre de Crésus.

Ce massacre du 9 octobre restera gravé dans les mémoires car le cas d'Edipresse n'est malheureusement pas isolé et symbolise la fin d'une ère pour la presse romande. Celle où les journaux parvenaient à octroyer à leur personnel des conditions de travail décentes, compatibles avec les exigences d'une information crédible. Suppressions d'emplois, mises à la retraite anticipée, non-remplacements et autres dommages irréversibles pour cause de mobbing s'enchaînent aujourd'hui partout à un rythme fatal. Cumulées, ces entraves rendent la mission civique des journalistes impossible.

Christian Campiche
„La Liberté” du 10 octobre 2009